

Intervention de Mr Sato
Ancien gouverneur de Fukushima
Paris, 5 mars 2012

Je m'appelle Eisaku Sato, j'ai été gouverneur de Fukushima pendant 18 ans, où il y a eu l'accident nucléaire il y a un an.

J'habite actuellement dans une ville qui s'appelle Koori-yama, une grande ville qui se trouve au centre de la préfecture de Fukushima, à 60 km à l'ouest de la centrale de Fukushima Daiichi. Je suis né dans cette ville. Mon arrière grand père a créé une société et je suis devenu cadre dirigeant de celle ci.

Je suis devenu ensuite membre de la chambre des conseillers (Sénat). Quand j'étais sous secrétaire d'Etat du ministère des finances, j'ai vu la démocratie surgir dans le pays. Je me suis ainsi présenté à l'élection de gouverneur de Fukushima.

Tout de suite après mon élection, plusieurs incidents aux deux centrales de Fukushima m'ont été rapportés. Cela m'a fait prendre conscience d'un réel problème avec le nucléaire.

Le premier incident remonte à 1989, 4 mois après mon élection. Un morceau de métal de 30 kg est tombé dans le coeur du réacteur n°3 de Fukushima Daiichi (N°2) (daiichi : N°1). Ces deux centrales s'étendent sur 3 communes. Tomioka-machi, une de ces communes, a reçu le rapport de l'accident seulement 6 jours après l'incident. La centrale de Fukushima a d'abord pris contact avec Tepco à Tokyo c'est seulement ensuite que Tepco a appelé la préfecture de Fukushima, puis la préfecture a enfin prévenu la ville de Tomioka. Je me rappelle que le maire de Tomioka d'alors avait indiqué avoir été très frustré par cette situation.

La deuxième affaire qui a ébranlé ma confiance envers la politique nucléaire fut la décision du conseil municipal Futaba-machi, où se trouvent les réacteurs 5 et 6, de construire 2 nouveaux réacteurs, tout ça dans le but de recevoir de nouvelles subventions. Je pensais jusqu'alors qu'une ville possédant 2 réacteurs n'aurait jamais de difficulté financière.

J'ai compris par la suite que les villes qui ont accepté une centrale sur leur territoire, n'arrivent pas à maintenir une économie stable, sur deux générations.

La 3e affaire remonte à 1993. Tepco nous a demandé d'ajouter une piscine pour les combustibles usagés des centrales de Fukushima. Je leur ai demandé quand ils comptaient récupérer ces combustibles. La réponse était claire : en 2010. Mais quelques mois plus tard, le gouvernement national présentait un projet de long terme dans lequel était précisé que la récupération des combustibles était à **discuter** en 2010. Promesse cassée donc.

En 1995 il y a eu un accident sur le surgénérateur Monju à Fukui (qui voulait fabriquer du MOX). Il y a eu une fuite de Sodium qui a provoqué un incendie. Mais ceci a été dissimulé par la société électrique en charge de ce surgénérateur. D'autres accidents ont été dissimulés et un employé s'est suicidé dans cet établissement (Monju).

Cet ensemble d'incidents ont contribué à me rendre très sceptique quant à l'énergie nucléaire.

Lorsque j'ai rencontré le premier Ministre Hashimoto je lui ai déclaré : «la politique nucléaire ne doit pas être utilisée à la manière d'un rouleau compresseur pour faire avancer les choses».

J'ai demandé à ce que davantage de démocratie soit instaurée, afin que les habitants et les citoyens puissent participer à la politique nucléaire. Quelques tables rondes ont été mises en place par le gouvernement et le président de la Commission japonaise de l'énergie atomique choisi est un scientifique (alors que c'était un ministre auparavant). Un citoyen figure parmi les membres de ce CEA japonais.

Suite à l'accident de Monju, le gouvernement a éprouvé le besoin d'utiliser le MOX, car le Japon n'est pas autorisé à posséder une grande quantité de plutonium. Notre préfecture a ainsi accepté d'introduire cette technologie, sous 4 conditions :

- Garantir la qualité du combustible MOX
- diminuer l'irradiation des travailleurs (temps de travail)
- clarifier la gestion à long terme du Mox usagé
- bien expliquer le cycle du combustible nucléaire à la population.

Or, les années suivantes, se sont succédés des événements qui ont fait que ces 4 conditions n'ont pu être remplies. En particulier, un accident incroyable a eu lieu à Tōkaimura, dans la préfecture d'Ibaragi à 120km de Tokyo. Une réaction en chaîne s'est produite pendant la fabrication du combustible nucléaire, provoquant un accident de criticité classé niveau 4 sur 7 sur l'échelle INES. On a appris que la compagnie JCO ne suivait pas le cahier des charges et utilisait des sceaux en acier pour faire fondre l'uranium.

Cet accident a énormément choqué les habitants de Fukushima et la population japonaise qui a commencé à douter de la sûreté du nucléaire. Une des 4 conditions, la confiance de la population envers le projet du cycle du combustible nucléaire, a donc volé en éclat.

Le premier janvier 2001, a eu lieu la réorganisation des grands ministères japonais mais concernant le nucléaire, il n'y a pas eu de progrès, bien au contraire. La Commission de l'énergie atomique japonaise (équivalent du CEA) et la Commission japonaise de sûreté nucléaire (équivalent de l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire) qui dépendaient de l'agence de la science et de la technologie ont été rattachées au Cabinet (Bureau) du Premier ministre. Elles n'ont maintenant qu'un rôle de conseil.

Le rôle de surveillance et de contrôle de la sûreté des installations nucléaires a été confié à un nouvel organisme: la NISA (l'Agence japonaise de sûreté nucléaire), qui dépend du Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (METI). Cela veut dire concrètement que ceux qui font la promotion du nucléaire et ceux qui le contrôlent appartiennent au même ministère. C'est le principe des pompiers pyromanes, j'appelle cela "l'organisme où travaillent ensemble les voleurs et les policiers".

J'ai pointé ce problème et continue à le critiquer depuis 2002. Il y a trop de choses opaques, les habitants qui accueillent ces installations sont laissés dans l'ignorance (pas d'information, ni de consultation). C'est pourquoi j'ai organisé une série de réunions d'information sur la politique énergétique avec des spécialistes de tous bords.

Mais cela n'a pas plu aux autorités centrales, qui estiment que la préfecture, qui représente la collectivité locale, n'a pas de droit à l'autonomie, elle n'a donc rien à dire.

En mars 2002, l'Etat a imprimé des brochures de luxe et les a distribués à la totalité des ménages (22 150) résidants dans l'arrondissement de Futaba qui accueille les installations nucléaires de Fukushima Daiichi. Les brochures vantaient la sûreté absolue de ces installations grâce à plusieurs niveaux de protection. Les habitants des six villes et des deux villages autour de la centrale, ont-ils été plutôt convaincus par les arguments de l'Etat ou par les miens? Je pense que la plupart d'entre eux ont cru la parole de l'Etat.

À l'heure actuelle, tous ces habitants sont devenus des réfugiés, et parmi eux, il y en a sûrement beaucoup qui ne pourront plus jamais retourner chez eux.

Je demande à l'Etat japonais de ne pas les abandonner.

Alors que j'organisais les consultations au sujet de la politique énergétique, l'affaire de la dénonciation interne de Tepco a éclaté. Pas moins de 29 documents sont arrivés par fax au bureau de la Préfecture. Un employé (du constructeur des installations nucléaires) a dénoncé TEPCO, suite à la découverte, lors des contrôles réglementaires, de divers problèmes dans plusieurs réacteurs (comme une fissure dans les installations), car l'entreprise avait falsifié les données et dissimulé les incidents pour pouvoir continuer à faire fonctionner les réacteurs. La NISA a reproché à TEPCO d'avoir caché ces problèmes.

Or, chose curieuse, la dénonciation était parvenue déjà depuis 2 ans au Ministère. Ce qui signifie que l'Etat n'a pas voulu divulguer ces informations pour couvrir Tepco.

Je vais vous lire la déclaration que j'ai faite à l'époque à la presse.

"TEPCO est évidemment coupable, mais le problème relève avant tout de la politique nucléaire de l'Etat. Vis-à-vis du nucléaire, le Japon doit respecter les mêmes normes que celles de la communauté internationale. "

A la suite de cette affaire, quatre PDG et ex-PDG de Tepco ont démissionné, mais aucun membre de la NISA, ni aucun responsable du Ministère de tutelle n'a vu sa responsabilité mise en cause.

Après la révélation des nombreuses falsifications et dissimulations, TEPCO a été obligé de faire arrêter 17 réacteurs, pour des contrôles supplémentaires, soit la totalité de ses installations (le 14 avril 2003).

Je viens de parler des "normes internationales". Or, je me suis rendu compte après l'accident de Fukushima que, même le directeur de la NISA n'obéissait pas à ces normes internationales, au moins à deux d'entre elles.

- On a déversé dans l'océan une très grande quantité d'eau contaminée (dont le taux radioactif était supérieur aux limites légales), sans prévenir la communauté internationale
- Les cellules de crise n'ont pas rédigé de comptes-rendus de leurs réunions.

Au Japon, depuis l'ère Meiji, existe une règle pour les fonctionnaires : ceux-ci sont uniquement responsables envers l'empereur, c'est-à-dire, ils ne sont pas responsables vis-à-vis du peuple. Cette attitude est irresponsable mais elle arrange bien les fonctionnaires et elle perdure jusqu'à aujourd'hui.